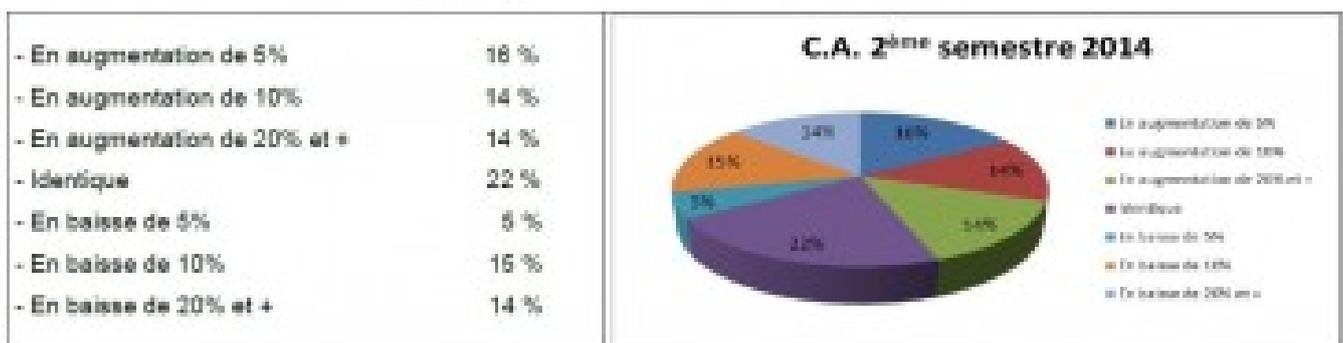


Les PME de l'IT toujours engluées dans la crise

Les petits intégrateurs, cabinets de conseil et autres éditeurs de logiciels sont encore et toujours freinés par la crise. Dans une étude menée par le syndicat professionnel **Cinov-IT**, qui regroupe quelque 900 petites ou moyennes entreprises du numérique, les PME et TPE interrogées enregistrent majoritairement, au second semestre de l'année dernière, **un chiffre d'affaires stagnant** : elles sont 43 % à déclarer une activité identique à 5 % près à celle connue un an plus tôt. 14 % des sociétés ont vu leur activité bondir de plus de 20 % en un an. Une proportion identique à celles qui ont leur CA plonger de plus de 20 %. Bref, la situation économique semble désespérément bloquée et prolonge le constat fait par le syndicat professionnel au second semestre 2013 et au premier semestre 2014. Pour 53 % des dirigeants interrogés, le principal problème de leur société reste la **faiblesse des carnets de commandes** et de l'activité, loin devant les difficultés de trésorerie.

0. Votre C.A. du 2^{ème} semestre 2014 par rapport au 2^{ème} semestre 2013 est-il ? :



La crise se répercute pourtant assez nettement sur les délais de paiement. Plus d'une entreprise interrogée sur deux estime avoir été payée moins rapidement en 2014 que lors de l'année précédente. Elles ne sont que 8 % dans le cas contraire, preuve de l'inefficacité de la loi de mars 2014 relative à la consommation.

Avec le privé, c'est difficile. Avec le public aussi

Ce constat assez sombre est toutefois à relativiser. D'abord parce que cette situation **n'a pas empêché 28 % des PME et TPE du numérique d'embaucher** sur les six derniers mois de 2014. Et la plupart du temps en CDI. Probablement la conséquence d'une lente amélioration des perspectives. 31 % des adhérents du Cinov-IT pensent que leur chiffre d'affaires du premier semestre 2015 sera en augmentation par rapport à son équivalent de 2014 (contre 28 % dans ce cas six mois plus tôt). Ils sont 25 % dans le cas contraire.

La stagnation des petits acteurs du secteur peuvent notamment s'expliquer par leur **difficulté à accéder aux donneurs d'ordre**, ce qui les relègue au rang de sous-traitant forcément plus exposé en temps de crise. « *La moitié des entreprises interrogées ne sont pas référencées chez les donneurs d'ordre,*

il y a une belle marge de progression ! », explique le syndicat professionnel. 77 % des entreprises sondées travaillent le plus souvent au 1^{er} niveau de sous-traitance, mais elles sont 8 % à être reléguées au rang de sous-traitant de rang 2.

Globalement 60 % des sociétés interrogées jugent difficile l'accès aux marchés privés. Les raisons principales en sont connues : refus du risque de la part des donneurs d'ordre, importance du chiffre d'affaires exigé et complexité du dossier juridique. Ce point de blocage est central pour les PME et TPE du secteur, qui travaillent par ailleurs assez peu avec le secteur public (pour deux entreprises sur trois, ce dernier représente moins de 25 % du chiffre d'affaires). De toute façon, l'accès à ces marchés s'avère tout aussi, voire plus complexe en raison de la lourdeur des éléments à fournir et de la longueur des procédures dans le secteur public. Plus d'une entreprise sur deux travaillant pour ce dernier aborde ce marché via la sous-traitance (et pour une large part, sans être déclaré au donneur d'ordre !).

Le CICE : un risque de redressement fiscal

« Ces chiffres dénotent un fonctionnement des marchés peu favorable aux TPE et PME qui représentent en France plus de 90% de la population d'entreprises et justifient d'autant plus l'action menée par Cinov-IT depuis 3 ans pour optimiser les relations acheteurs/TPE-PME du numérique », écrit l'organisation. En juin dernier, dans le cadre du comité de pilotage de la charte et du label « Relations Fournisseurs Responsables », le Cinov-IT a présenté son plan à 3 ans en faveur du référencement des TPE et PME auprès des donneurs d'ordre, d'une réduction des chaînes de sous-traitance et d'un respect des délais de paiement.

Enfin, l'étude semestrielle de l'organisation confirme la méfiance des dirigeants de petites entreprises à l'égard du **CICE** (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). **Seules 33 % des sociétés en ont bénéficié.** 34 % de celles qui n'y ont pas eu recours jugent le dispositif dangereux – car susceptible d'entraîner un redressement fiscal – et 20 % le jugent trop complexe.

Fruit du [rapprochement en 2012](#) de CICF Informatique et de 3SCI, CINOV-IT est l'un des 12 syndicats techniques de la fédération CINOV. Le syndicat rassemble PME et entrepreneurs actifs dans l'édition de logiciels, le conseil et l'ingénierie. Ses missions consistent essentiellement à défendre les intérêts de ses adhérents auprès d'instances paritaires et promouvoir la certification des métiers de la filière.

A lire aussi :

[Les PME de l'IT se débattent dans un marché atone](#)

[Syntec Numérique : un retour à la croissance confirmé en 2015](#)

Crédit photo : Denphumi / Shutterstock